



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

prestations en nature

Question écrite n° 31223

Texte de la question

M. Jean Bardet attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale sur certaines dispositions à mettre en oeuvre afin d'aider les personnes incontinentes. Aujourd'hui, près de 3 millions de personnes sont touchées par ce handicap. L'utilisation de protections et absorbants étant indispensable à beaucoup d'entre elles, l'association d'aide aux personnes incontinentes souligne qu'elle engendre une dépense annuelle moyenne de 7 200 francs. Or, ces produits spécifiques non seulement sont grevés d'une TVA de 20,6 % au lieu de 5,50 %, mais, de plus, ne sont pas remboursés par la sécurité sociale alors qu'ils le sont dans les autres pays de l'Union européenne. En conséquence, dans le but d'améliorer la qualité de vie de ces hommes et de ces femmes et de favoriser la prévention et la prise en charge de l'incontinence urinaire, il lui demande s'il entend remédier à cette situation choquante et discriminatoire en ramenant la TVA à 5,50 % et en instaurant leur remboursement par la sécurité sociale.

Texte de la réponse

Les protections pour incontinence ne font pas l'objet d'une prise en charge spécifique par l'assurance maladie. Cependant, les caisses d'assurance maladie peuvent accorder une participation aux dépenses non remboursables au titre des prestations légales, sur leurs fonds d'action sanitaire et sociale, lorsque ces dépenses sont liées au traitement de maladies chroniques, en cas de maintien à domicile, dans le cadre des alternatives à l'hospitalisation des personnes malades. Cette prestation supplémentaire s'adresse aux personnes en affection de longue durée et permet de prendre en charge les protections pour incontinence. Par ailleurs, la prestation spécifique dépendance, créée par la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997, peut être utilisée à des dépenses autres que celles de personnel afin notamment de couvrir les frais annexes, relatifs à une situation de dépendance, notamment d'incontinence urinaire entraînés par l'achat de changes à usage unique. En outre, la prise en charge de ces protections dans les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées a été précisée par le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes, qui détermine un tarif journalier afférent à la dépendance couvrant notamment les frais correspondant aux protections pour incontinence. Le Gouvernement a le souci d'améliorer les conditions de vie de personnes souffrant d'un handicap. L'article 30 de la loi de finances pour 1999 a ainsi étendu le bénéfice du taux réduit de 5,5 % à certains matériels pour diabétiques, stomisés ou incontinents. Le taux réduit s'applique donc désormais à la plupart des appareillages pour handicapés mentionnés au tarif interministériel des prestations sanitaires (TIPS), ainsi qu'à certains équipements spéciaux conçus exclusivement pour les personnes handicapées en vue de la compensation d'incapacités graves.

Données clés

Auteur : [M. Jean Bardet](#)

Circonscription : Val-d'Oise (3^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 31223

Rubrique : Assurance maladie maternité : prestations

Ministère interrogé : santé et action sociale

Ministère attributaire : santé et handicapés

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 juin 1999, page 3426

Réponse publiée le : 3 avril 2000, page 2232